

## N° 6922

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2015-2016

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013  
relative à l'identification des personnes physiques**

\* \* \*

*(Dépôt: le 3.12.2015)*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (26.11.2015).....	1
2) Exposé des motifs et commentaire de l'article unique.....	2
3) Texte du projet de loi.....	2
4) Fiche financière.....	2
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	3
6) Texte coordonné.....	5

\*

**ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT**

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de l'Intérieur est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Palais de Luxembourg, le 26 novembre 2015

*Le Ministre de l'Intérieur,*

Dan KERSCH

HENRI

\*

## EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Le présent projet de loi a pour objet d'apporter une modification ponctuelle et urgente à la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, à savoir différer l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux registres communaux des personnes physiques au 1<sup>er</sup> avril 2016.

Selon la législation actuelle, ces dispositions sont censées entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Il s'avère cependant indispensable pour permettre le bon fonctionnement des registres communaux des personnes physiques que les modifications législatives figurant au projet de loi 6807, actuellement engagé dans la procédure législative, soient entrées en vigueur.

Notons que le *projet de loi 6807 modifiant 1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques; 2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003* a été adopté par le Conseil de Gouvernement le 27 mars 2015. Le Conseil d'Etat a émis son avis le 6 octobre 2015 et la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des Députés a adopté plusieurs amendements le 13 novembre 2015.

Il s'avère dès lors difficile d'envisager l'entrée en vigueur et la mise en oeuvre pratique des dispositions concernant les registres communaux au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Relevons également que l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux registres communaux des personnes physiques, initialement prévue le 1<sup>er</sup> juillet 2014, a déjà été différée une première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2016 par la loi du 25 juin 2014 portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Une version coordonnée de l'article 54 de la loi modifiée du 19 juin relative à l'identification des personnes physiques est jointe ci-dessous:

**Art. 54.** Les dispositions figurant au chapitre 1<sup>er</sup>, sections 3 et 4, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois après la publication de la loi au Mémorial<sup>1</sup>.

*(Loi du 25 juin 2014)*

„Les dispositions figurant aux articles 1<sup>er</sup> à 3, aux articles 12 à 16, à l'article 45, à l'article 46 alinéas 1 à 3, à l'article 47 lettre a), ainsi que celles figurant aux articles 49, 52, 52bis et 53 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Les dispositions figurant aux articles 35 à 42 pour autant qu'elles concernent le registre national des personnes physiques entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Les autres dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> ~~janvier~~ **avril** 2016.“

\*

### TEXTE DU PROJET DE LOI

**Article unique.** La quatrième phrase de l'article 54 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques est remplacée par la phrase suivante:

„Les autres dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2016.“

\*

### FICHE FINANCIERE

La modification législative proposée n'a pas d'incidence financière.

\*

<sup>1</sup> Soit le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

## FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

<b>Intitulé du projet:</b>	<b>Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.</b>
<b>Ministère initiateur:</b>	<b>Ministère de l'Intérieur</b>
<b>Auteur(s):</b>	<b>Pierre Trausch, Gilles Feith, Laurent Deville</b>
<b>Tél:</b>	<b>247-81483</b>
<b>Courriel:</b>	<b>pierre.trausch@ctie.etat.lu</b>
<b>Objectif(s) du projet:</b>	<b>Modifier la date d'entrée en vigueur des registres communaux des personnes physiques.</b>
<b>Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s):</b>	
	<b>Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Centre des technologies de l'information de l'Etat</b>
<b>Date:</b>	<b>17.11.2015</b>

### Mieux légiférer

Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s): Oui  Non

Si oui, laquelle/lesquelles:

Remarques/Observations:

1. Destinataires du projet:

- Entreprises/Professions libérales: Oui  Non
- Citoyens: Oui  Non
- Administrations: (administrations communales) Oui  Non

2. Le principe „Think small first“ est-il respecté? Oui  Non  N.a.

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)

Remarques/Observations: non applicable

3. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire? Oui  Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière? Oui  Non

Remarques/Observations:

non applicable

4. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures? Oui  Non

Remarques/Observations:

non applicable

5. Le projet contient-il une charge administrative<sup>1</sup> pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui  Non
- Si oui, quel est le coût administratif<sup>2</sup> approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
6. a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
- b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>3</sup>? Oui  Non  N.a.
- Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
7. Le projet prévoit-il:
- une autorisation tacite en cas de non-réponse de l'administration? Oui  Non  N.a.
  - des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui  Non  N.a.
  - le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui  Non  N.a.
8. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui  Non  N.a.
- Si oui, laquelle:
9. En cas de transposition de directives communautaires, le principe „la directive, rien que la directive“ est-il respecté? Oui  Non  N.a.
- Si non, pourquoi?
10. Le projet contribue-t-il en général à une:
- a. simplification administrative, et/ou à une Oui  Non
  - b. amélioration de la qualité réglementaire? Oui  Non
- Remarques/Observations:
11. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui  Non  N.a.
12. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)? Oui  Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système?
13. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée? Oui  Non
- Si oui, lequel?
- Remarques/Observations:

1 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

2 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

3 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

### Egalité des chances

14. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui  Non
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui  Non
  - Si oui, expliquez de quelle manière:
  - neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui  Non
  - Si oui, expliquez pourquoi:  
le projet ne s'adresse pas à des personnes physiques
  - négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui  Non
  - Si oui, expliquez de quelle manière:
15. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes? Oui  Non  N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière:

### Directive „services“

16. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>4</sup>? Oui  Non  N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)
17. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>5</sup>? Oui  Non  N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:  
[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

\*

### TEXTE COORDONNE

**Art. 54.** Les dispositions figurant au chapitre 1<sup>er</sup>, sections 3 et 4, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois après la publication de la loi au Mémorial<sup>6</sup>.

*(Loi du 25 juin 2014)*

„Les dispositions figurant aux articles 1<sup>er</sup> à 3, aux articles 12 à 16, à l'article 45, à l'article 46 alinéas 1 à 3, à l'article 47 lettre a), ainsi que celles figurant aux articles 49, 52, 52bis et 53 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Les dispositions figurant aux articles 35 à 42 pour autant qu'elles concernent le registre national des personnes physiques entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Les autres dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> ~~janvier~~ **avril** 2016.“

<sup>4</sup> Article 15, paragraphe 2 de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

<sup>5</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

<sup>6</sup> Soit le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

